

Burundi : fin de l'inscription sur les listes électorales, sous les critiques

@rib News, 13/12/2014 - Source AFP Près de 3,7 millions de personnes se sont inscrites sur les listes électorales, a annoncé samedi le porte-parole de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) du Burundi, "très satisfait" de cet enrôlement des électeurs qui est sous le feu des critiques. La Ceni est "très satisfaite" du déroulement de l'opération d'enrôlement qui a pris fin vendredi, a annoncé Prosper Ntahorwamiye, porte-parole de la Ceni.

La communauté internationale a exprimé depuis plusieurs mois ses inquiétudes sur les tensions croissantes au Burundi à l'approche des élections législatives et présidentielle de 2015, dans un contexte de violence politique et d'entraves aux libertés. Des législatives et communales sont prévues le 26 mai et le 1er tour de la présidentielle le 26 juin. Au pouvoir depuis 2005, le président Pierre Nkurunziza est soupçonné de vouloir briguer un troisième mandat, mais ses opposants jugent qu'une nouvelle candidature serait inconstitutionnelle. "Nous venons d'assister à une mascarade entachée de fraudes massives au profit du parti au pouvoir, mais cela ne va pas nous empêcher d'aller aux élections et de gagner", a réagi samedi Agathon Rwasa, leader historique des ex-rebelles des Forces nationales de libération (FNL) et principal leader de l'opposition au Burundi. Depuis le début de la procédure, médias, opposition et société civile ont dénoncé fraudes et des irrégularités. Mercredi, les 18 partis d'opposition du Burundi, unis pour la première fois, avaient demandé à la commission électorale "l'annulation" des opérations d'inscription sur les listes électorales, en raison de "fraudes massives" orchestrées par le parti au pouvoir. Le ministre de l'Intérieur burundais Edouard Nduwimana a lui-même reconnu "pas mal d'irrégularités" et la Ceni avait parlé d'un "certain dysfonctionnement" mercredi. L'Alliance démocratique pour le changement, une coalition de l'opposition qui regroupe une dizaine de partis, avait dénoncé une "distribution massive" de cartes d'identité aux membres du parti au pouvoir par les administrations locales, et leur refus d'en délivrer aux sympathisants de l'opposition. Dimanche, l'influente conférence des évêques catholiques du Burundi avait fait état de "beaucoup d'irrégularités" dans les opérations d'enregistrement. L'enrôlement, prévu du 24 novembre au 7 décembre, a été prolongé de cinq jours par la Ceni en raison de "la faible affluence" constatée durant les deux premières semaines. La Ceni s'est basée sur ses propres projections de 4,2 millions d'électeurs attendus en 2015, alors que l'Institut burundais des statistiques (officiel) prévoit quelque 4,8 millions de Burundais en âge de voter en 2015. "C'est leur droit de demander une telle annulation car nous sommes en démocratie, mais la Ceni a estimé qu'il n'avait aucune raison de le faire", a expliqué le porte-parole de la Ceni, estimant que les irrégularités constatées "ne sont pas de nature à fausser le fichier électoral". L'histoire de ce petit pays des Grands Lacs est jalonnée de massacres ethniques et le pays a connu une sanglante guerre civile entre 1993 et 2006. Les précédentes élections de 2010, boycottées par l'opposition, avaient débouché sur des violences. Le conseiller spécial des Nations unies pour la prévention du génocide, le Sénégalais Adama Dieng, avait lancé en novembre un appel au dialogue au Burundi pour éviter "le pire" avant les élections.